



PROJET REACH (RENFORCEMENT DES ACTEURS DE CRISES HUMANITAIRES)

**TERMES DE REFERENCE
EXPERTISE COURT TERME POUR REALISER UNE ETUDE DE
MARCHE PREALABLE AU DEVELOPPEMENT D'UNE
FORMATION PROFESSIONNELLE**

OBJET

Ces termes de référence constituent un cadre de travail pour la prestation de service d'une étude de marché à réaliser dans le cadre du projet REACH.

CONTEXTE

LES PARTENAIRES

Bioforce en partenariat avec le PIRIOI Center de la Croix Rouge Française met en œuvre le projet REACH (Renforcement des Acteurs de Crises Humanitaires), cofinancé par l'Agence Française de Développement et la Foundation S.

Créé en 1983 par le docteur Charles Mérieux, l'Institut Bioforce est une association à but non lucratif d'intérêt général qui intervient en préparation et réponse aux crises issues d'un conflit, de catastrophes liées à des aléas naturels ou sanitaires. Pour jouer son rôle, essentiel dans le secteur, Bioforce a développé une importante capacité dont :

- Deux centres opérationnels régionaux (Europe et Afrique – Lyon /Dakar) ;
- Une équipe dédiée de 70 professionnels ;
- Un réseau international de 300 experts et formateurs associés ;
- Un corpus de connaissances et compétences techniques pour alimenter ses divers *curricula* de formation ;
- Une expertise reconnue dans l'ingénierie de renforcement de capacités y compris dans l'élaboration d'outils de référence dans l'analyse des besoins, la planification, la mise en œuvre, et le suivi/évaluation.

Bioforce intervient sur deux axes :

- **LEARN** former les professionnels de l'humanitaire d'aujourd'hui et de demain au travers notamment de programmes certifiants reconnus par l'Etat français ;
- **BUILD** renforcer les capacités des organisations en zone de crise.

Bioforce opère depuis deux ans une transformation interne et auprès de ses partenaires, pour adapter son action et son approche afin de mieux répondre aux besoins des acteurs de crise. La priorité pour Bioforce est d'atteindre les personnels et futurs personnels des organisations d'urgence et de développement et d'apporter des réponses adaptées à leurs besoins locaux. Rendre accessible son expertise, permettre sa diffusion, en maintenant une exigence de qualité est sa priorité. Bioforce développe une approche régionale : à Lyon, le centre historique adapte son action pour soutenir les crises locales en France (urgence sociale) et en Europe. A Dakar, le centre Bioforce Afrique renforce son ancrage régional, et soutient les acteurs notamment dans la crise du Sahel. Enfin, Bioforce souhaite construire d'ici 2030 un réseau de partenaires locaux, permettant de déployer l'expertise de Bioforce sur de nouvelles régions. Le Projet REACH permettra de soutenir Bioforce dans cette nouvelle approche, et d'atteindre les acteurs opérant dans deux nouvelles zones où l'aide humanitaire et de développement est critique : le Moyen-Orient et l'Océan Indien. D'autres projets seront menés en parallèle dans ces zones, pour permettre de construire un soutien dans la durée. Le processus de mise en réseau, de labellisation et de partage entre les acteurs des différentes zones se fera progressivement, en coordination avec les 2 centres Bioforce existants. Le projet visera donc à proposer deux volets distincts. D'une part, accélérer le travail de renforcement des OSC locales et nationales, déjà entamé par Bioforce depuis plusieurs années, en diversifiant les outils et les modalités (plateforme régionale, renforcement mobile, diagnostics organisationnels, etc.). D'autre part, poursuivre le développement de formations professionnelles répondant aux besoins des employeurs du secteur.

La Croix-Rouge française (CRF) a créé la PIRIOI en 2000 pour répondre au constat de la vulnérabilité des populations du Sud-Ouest de l'Océan Indien. Elle est composée des différents membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de la zone ; notamment les Sociétés nationales (SN) des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, de Tanzanie et du Mozambique. Son programme a pour objectif principal de contribuer à réduire l'impact des catastrophes liées aux aléas naturels et sanitaires et aux effets du changement climatique sur les populations. Elle mène des activités intégrées au cycle de

gestion des risques de catastrophes, comprenant la réduction des risques de catastrophes ; la préparation aux désastres ; la réponse aux urgences et la réhabilitation post-urgence.

La force régionale d'intervention de la Plateforme repose sur un réseau dense : plus de 800 comités locaux et plus de 35 000 volontaires actifs au sein des SN membres du programme. Pour répondre en urgence aux besoins des populations, la plateforme s'est progressivement dotée de plus de 500 tonnes de matériel humanitaire prépositionné dans huit entrepôts répartis dans la zone pouvant répondre aux besoins prioritaires de 35 000 personnes. Entre 2000 et 2023, la PIROI a mené 67 opérations d'urgence suite aux passages de cyclones, aux inondations, aux épidémies et aux éruptions volcaniques qui ont affecté la zone.

De plus, dans ce contexte de risques et de vulnérabilité croissants, la PIROI a perçu l'intérêt de diversifier ses activités afin de fournir une réponse en adéquation avec les besoins des acteurs et des populations. Ainsi, la PIROI a-t-elle évolué vers de nouvelles fonctions avec notamment : un ancrage renforcé dans les activités de formation et de renforcement des capacités nationales et locales ; un système d'apprentissage et de capitalisation ; l'intégration d'innovations technologiques et méthodologiques, notamment à travers la participation à des travaux de recherche. Dans cette optique, la PIROI a inauguré fin 2024 un centre régional d'expertise, de formation et d'innovation dédié à la gestion des risques et au changement climatique : le *PIROI Center*. Ce dispositif régional a pour vocation de devenir un espace collaboratif d'échanges et de formation, ouvert à divers types d'acteurs (publics, privés, de la société civile, de la recherche et de la formation) actifs dans le secteur humanitaire. Le plan d'action 2021-2025 de la PIROI intègre ainsi une action facilitatrice liée à la création d'un centre régional d'expertise, de formation et d'innovation dédié à la gestion des risques et au changement climatique afin de renforcer les capacités locales, nationales et régionales. Les activités prévues sont : la formation des acteurs ; leur mise en réseau ; la capitalisation des expériences, d'un centre de ressources et d'une cellule d'appui technique et logistique. Deux phases sont mises en œuvre pour l'évolution du *PIROI Center* : (i) phase 1 : vers une PIROI « renforcée », 2017-2023, montée en puissance progressive ; (ii) phase 2 : lancement officiel du *PIROI Center*, à partir de 2024 dont l'installation dans un nouveau bâtiment.

Depuis sa création, la PIROI a déjà organisé et mis en œuvre plus de 230 activités de formations courtes en présentiel et en distanciel, à destination de plus de 4 200 apprenant.e.s issus d'une vingtaine de pays du sud-ouest de l'Océan Indien et de l'Afrique australe. Pour cela, elle bénéficie de l'appui des différentes entités du Mouvement Croix-Rouge / Croissant-Rouge et collabore ponctuellement avec des partenaires techniques spécialisés tels que Bioforce. Au départ, ces formations étaient essentiellement destinées aux volontaires et membres des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elles concernaient d'abord des compétences techniques (abris, eau et assainissement...), puis peu à peu se sont orientées vers des compétences plus généralistes (changement climatique, gestion des risques, management de projet...). Au cours des cinq dernières années, le catalogue de formation s'est enrichi et les formations s'adressent à des acteurs plus diversifiés du secteur de la gestion des risques de catastrophes. En effet, la demande en formation est croissante : il semble que les compétences humanitaires, nécessaires pour répondre aux crises et catastrophes liées à des aléas naturels et plus généralement pour élaborer, suivre, évaluer, gérer des projets ne sont pas faciles à trouver localement. La PIROI a également mis en place un partenariat avec l'Université de la Réunion avec laquelle elle propose un Master en gestion des risques et expertise environnementale. Aujourd'hui, la Croix-Rouge française à travers la PIROI souhaite continuer à renforcer son offre en collaborant avec des acteurs reconnus de la formation afin de structurer une offre de formation continue qualifiant répondant aux besoins des organismes et acteurs de la zone.

LE PROJET

Résumé du projet :

Les crises multiples de plus en plus complexes et durables déstabilisent le développement des communautés et renforcent la vulnérabilité des personnes les plus démunies. L'amélioration de la qualité et l'efficacité des interventions des acteurs en première ligne à la réponse à ces besoins, passe à la fois par le renforcement structurel de ces organisations, mais également par le recrutement et la fidélisation de professionnel.le.s qualifiés et rapidement opérationnels.

Pour répondre à ces enjeux, le projet mettra en œuvre deux volets distincts :

- Accélérer le travail de renforcement des organisations locales
- Développer une offre qualifiant pour créer un vivier de professionnel.le.s qualifiés à destination de ces organisations

La première phase du projet d'une durée de 3 ans cible 25 organisations locales et 278 individus.

Lieux d'intervention :

Liban
La Réunion (Madagascar, Comores, Maurice)

Objectif global :

Contribuer au renforcement de l'engagement des acteurs locaux et nationaux ainsi qu'à l'amélioration de l'efficience de leurs réponses aux besoins des populations

Objectifs spécifiques :

Objectif Spécifique 1 : Soutenir le développement organisationnel et le co-apprentissage entre acteurs opérant localement dans la réponse aux besoins des populations

Objectif Spécifique 2 : Créer un vivier de professionnels locaux répondant aux besoins des employeurs du secteur

Dans le cadre de ce deuxième objectif spécifique, Bioforce et la PIROI prévoient le co-développement d'un curriculum de formation professionnelle de 400h comprenant un tronc commun et deux spécialisations. La première cohorte de formation sera déployée en français à partir de juin 2026 au profit de 28 participant.e.s des pays de la zone Océan Indien. Les 28 apprenant.e.s suivront ensemble le tronc commun, puis seront séparés en deux groupes pour suivre leurs spécialisations respectives, soit un total de 300 heures par apprenant.e.

Cadres stratégiques du projet :

Le projet proposé est aligné avec les axes 2 et 3 du document d'orientation stratégique « société civile et engagement citoyen 2023-2027 » du MEAE français : « soutenir le développement, la structuration et l'initiative des OSC », notamment « en accompagnant le processus de localisation de l'aide » ; et « développer des partenariats avec l'ensemble des acteurs de la société civile », notamment à travers « la promotion de dynamiques multi-acteurs ».

Par ailleurs, le projet s'inscrit pleinement dans les Objectifs Durables de Développement, et notamment les objectifs 4, 8. Favoriser l'accès équitable à une éducation de qualité et à un travail décent sont des standards de Bioforce.

Le projet et les modalités d'intervention proposés par Bioforce sont alignés avec la priorité stratégique « Education et formation professionnelle » de l'AFD, notamment le soutien au « développement d'offres de formation diversifiées pilotées par la demande économique, favorisant l'insertion tout au long de la vie », ainsi que « l'accent sur les pédagogies adaptées aux différents publics, basées notamment sur l'alternance et l'apprentissage, et sur le développement de pédagogies innovantes

Le projet est également aligné avec Le Cadre d'Intervention Stratégique Education-Formation-Emploi 2016-2020 (CIS EDU) proposant « une approche intégrée entre éducation-formation-emploi et renforçant la part des activités de l'AFD liées à l'employabilité, à l'insertion professionnelle sur le marché du travail et au travail décent ». Il s'inscrit pleinement dans les leviers d'intervention déclinés dans la feuille de route « Investir dans l'Emploi Décent Education, Formation et Emploi en termes d'employabilité notamment à travers le soutien de « Programmes de formation professionnelle ou d'enseignement supérieur visant à renforcer l'adéquation des compétences et l'insertion professionnelle ».

SPECIFICATIONS DE L'ETUDE DE MARCHÉ

Partie 1 : Étude de marché et modèle économique

Objectifs :

- Définir les publics cibles de la future formation professionnelle.
- Élaborer un modèle économique garantissant la viabilité de l'offre de formation à moyen et long terme.

Livrables :

- Un rapport d'étude de marché comprenant la définition des publics cibles et les prérequis en vue d'un futur parcours de formation.
- Un modèle économique détaillé.

Remarque :

La définition des publics cibles dans la zone Océan Indien reposera sur deux axes : qualification et quantification.

1. Qualifier la cible :

Déterminer précisément qui former, à travers les profils types des apprenants. Cela suppose notamment à minima de :

- Identifier les clients potentiels (notamment dans une approche B2B si différents des apprenants) : types d'organisation, taille, secteur, zone géographique.
- Lister les besoins des publics cibles en termes de développement de compétences en gestion des risques de catastrophe
- Identifier les "personae", c'est-à-dire des profils représentatifs.
- Décrire les typologies d'apprenants : âge, situation professionnelle, secteur d'activité, postes occupés ou visés.

2. Quantifier la cible :

- Estimer les ordres de grandeur du marché potentiel.

Cela peut se faire par exemple :

- Par l'exploitation de données disponibles (enquêtes, baromètres, sondages, etc.).
- De manière empirique à partir du nombre d'organisations présentes dans le secteur ou sur la zone géographique cible

Cette démarche permettra de dimensionner le marché visé, en évaluant la taille des groupes cibles et les opportunités de déploiement de l'offre de formation.

L'étude visera les groupes suivants : collectivités, OSC locales et internationales, armée, protection civile, pompiers, volontaires et salariés des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge, agences des Nations Unies et individus isolés. Ces acteurs présentent des besoins divers : encadrement, spécialités techniques, prévention, préparation, réponse aux crises, etc. Certains peuvent bénéficier de financements pour des formations longues (jusqu'à 300h), et d'autres peuvent être intéressés par des modules autonomes.

Partie 2 : Validation des orientations et formulation d'un référentiel compétences**Objectif :**

Valider les orientations proposées par les partenaires auprès des acteurs du secteur humanitaire et élaborer un référentiel de compétences.

Livrables :

- Un rapport analysant les activités et situations professionnelles types dans le secteur de la gestion des risques de catastrophes. Ce rapport devra inclure une analyse prospective. Un référentiel de compétence, listant les activités professionnelles visées et les compétences associées, en mentionnant les niveaux de responsabilité et d'autonomie visés et les éventuels pré-requis nécessaires en vue de parcours de formation.

Méthodologie

L'étude de marché devra se dérouler selon les étapes suivantes (indicatives) :

- Une réunion de cadrage pour valider la méthodologie et les orientations
- Une revue documentaire
- Une collecte d'information auprès de Bioforce et de la PIROI

- Une collecte d'information auprès des cibles et clients potentiels (employeurs du secteur, futurs apprenants, etc.)
- Deux réunions de présentation intermédiaire des résultats : cible et modèle économique ; référentiel
- La rédaction des rapports et des livrables attendus
- Une restitution des résultats finaux

Profil attendu de l'expert ou du groupe d'experts :

- Diplôme sciences politiques/économiques, ingénierie de formation, sciences de l'éducation (gestion de projet de coopération internationale/action humanitaire, Sciences sociales)
- Expertise méthodologique en ingénierie pédagogique/de formation
- Expertise et expérience dans le développement de modèles économiques
- Expertise et expérience dans la réalisation d'études de marché
- Expérience et connaissance des dispositifs de financement du secteur humanitaire et de la formation professionnelle
- Une connaissance du secteur humanitaire et des enjeux prioritaires de la zone Océan Indien sera considérée comme un plus (gestion de crises et catastrophes liées à des aléas naturels)
- Excellent esprit analytique, conceptuel et de synthèse
- Capacités rédactionnelles et de présentation orale
- Maîtrise des outils informatiques Word, Excel et Powerpoint

Soumission de l'offre

Les documents suivants doivent être fournis d'ici le 20 juin 2025 à l'adresse email gjulien@bioforce.org :

- CV(s)
- Une offre technique incluant la méthodologie et le calendrier proposés
- Une offre financière détaillée
- Des références correspondant aux prestations similaires déjà réalisées
- Les disponibilités

Calendrier :

La période de mise en œuvre de l'étude devra se situer entre juillet et mi-septembre 2025. La livraison finale devra avoir lieu au plus tard mi-septembre 2025 (en amont du travail d'ingénierie de formation et de développement prévu à partir de mi-septembre 2025 pour pouvoir lancer la première cohorte mi 2026).

Un comité d'évaluation des propositions reçues aura lieu la première semaine de juillet 2025.

Les résultats d'évaluation des propositions seront notifiés aux soumissionnaires à l'issue du comité d'évaluation.

La contractualisation interviendra à partir de la semaine du 14 juillet.

Budget et rémunération

Les offres financières détaillées seront revues et analysées sur la base des grilles de rémunération de Bioforce et de la PIROI, qui se réservent le droit de négocier le montant.

La rémunération sera basée sur la soumission et acceptation des livrables sur la base des critères ci-dessus, ainsi que sur le nombre de jours travaillés avec fourniture des pièces justificatives correspondantes (dont feuilles de temps, factures et différents justificatifs).